

# Les écarts d'opinions entre hommes et femmes au Togo : Que retenir ?

---

Dépêche No. 656 d'Afrobarometer | Hervé Akinocho et Komi Amewunou

## Résumé

L'analyse des différences genres dans l'opinion publique est l'un des champs d'intérêt des sciences sociales depuis de nombreuses années car elle permet d'essayer d'en comprendre les raisons et les impacts sur notre quotidien. Cette différence d'opinions se remarque à travers la réaction et l'expérience des femmes et des hommes face aux problèmes actuels (Center for American Women and Politics, 2021).

Ce travail, mettant en relief quelques sujets pour lesquels il existe des écarts importants entre les opinions ou l'accès des femmes et ceux des hommes, suscite particulièrement de l'intérêt en cette période où des avancées substantielles et symboliques se sont observées dans la sphère politique au Togo. En effet, plusieurs femmes occupent des postes de premier plan dans le pays. Ainsi, pour la première fois de son histoire, non seulement une femme occupe la tête du gouvernement, mais un tiers des postes du gouvernement – et d'autres postes clés comme le perchoir de l'Assemblée Nationale et le médiateur de la république – sont occupés par des femmes. Ces progrès ont fait du Togo une référence en matière de promotion de la femme en le propulsant aux premiers rangs du classement des pays où les femmes émergent en leadership (McCarthy, 2022 ; Banque Mondiale, 2021).

Au-delà de la sphère politique, il y a également eu de grandes avancées – documentées par le biais des sondages d'Afrobarometer – dans les aspirations des Togolais en ce qui concerne l'égal accès entre les hommes et les femmes à l'éducation, à l'emploi et à la gestion des revenus. La situation est néanmoins moins reluisante quand il s'agit des aspirations en matière d'accès au foncier des femmes. En plus, les attentes des Togolais relatifs au rôle de la femme dans la gestion et l'éducation des enfants et surtout des violences basées sur le genre sont assez loin des standards attendus (Akinocho, 2019).

Ce travail se focalise sur l'écart, selon le genre, d'opinion sur certaines problématiques et d'accès à certains biens et infrastructures – thèmes qui sont moins abordés dans les débats scientifiques, comparativement aux droits fondamentaux de la femme, son rôle et son statut dans la société (Bigot & Piau, 2004 ; Akinocho & Blimpo, 2014).

Dans le contexte togolais, les résultats révèlent des gaps au niveau de l'accès à l'information et aux technologies de l'information et de la communication. Le niveau de bancarisation et la liberté de gestion de ses propres revenus constituent des points où les femmes sont dépassées par les hommes. Également sur les questions d'engagement citoyen et d'intérêt pour les affaires publiques, des écarts ont été remarqués, tout comme sur la demande des pratiques de gouvernance démocratiques.

Ces résultats fournissent des outils de mesure qui peuvent guider les politiques à la recherche de solutions dans des secteurs où les inégalités d'accès aux services ou aux biens persistent. Ils permettent aussi d'identifier les sujets de société pour lesquels les différences d'aspiration devraient susciter les actions correctives ou susciter des interrogations des autorités politiques, sociales et religieuses.

## L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Huit rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 39 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) sont en cours. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Togo, conduite par le Center for Research and Opinion Polls (CROP), s'est entretenue avec 1.200 adultes togolais en mars 2022. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Togo en 2012, 2014, 2017 et 2021.

## Résultats clés

- L'accès à l'information et à l'Internet ainsi qu'aux périphériques tels que la radio, la télévision et le téléphone avec accès à l'Internet est inégal au regard du genre.
  - Les hommes (97%) s'informent plus régulièrement que les femmes (85%) si l'on considère ceux qui écoutent au moins une fois par mois les informations quel que soit le média.
  - Cette disparité existe déjà au niveau des terminaux d'accès tels que la radio (87% vs. 78%), la télévision (67% vs. 59%) et le téléphone avec accès à l'Internet (61% vs. 45%) en défaveur des femmes.
- L'inclusion et l'autonomie financière restent un défi pour l'équité genre.
  - Les femmes moins que les hommes possèdent un compte mobile money (71% vs. 84%) ou un compte dans une banque (20% vs. 28%).
  - Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à devoir prendre l'avis de leur conjoint et d'autres personnes en ce qui concerne l'utilisation de leurs revenus.
- Les femmes expriment moins d'intérêt que les hommes pour la politique et les affaires publiques. Quelle que soit la dimension considérée, à savoir la proximité à un parti politique, la discussion de questions politiques, la participation à une réunion communautaire ou le contact avec des leaders, on trouve un déficit pour les femmes par rapport aux hommes.
- Les aspirations démocratiques diffèrent suivant le genre.
  - Bien que majoritaire, la préférence des femmes (70%) pour un régime démocratique l'est moins que chez les hommes (76%).
  - Les femmes rejettent moins les pratiques autocratiques de gouvernance que les hommes, et soutiennent moins certains principes démocratiques.

## Inégal accès à l'information

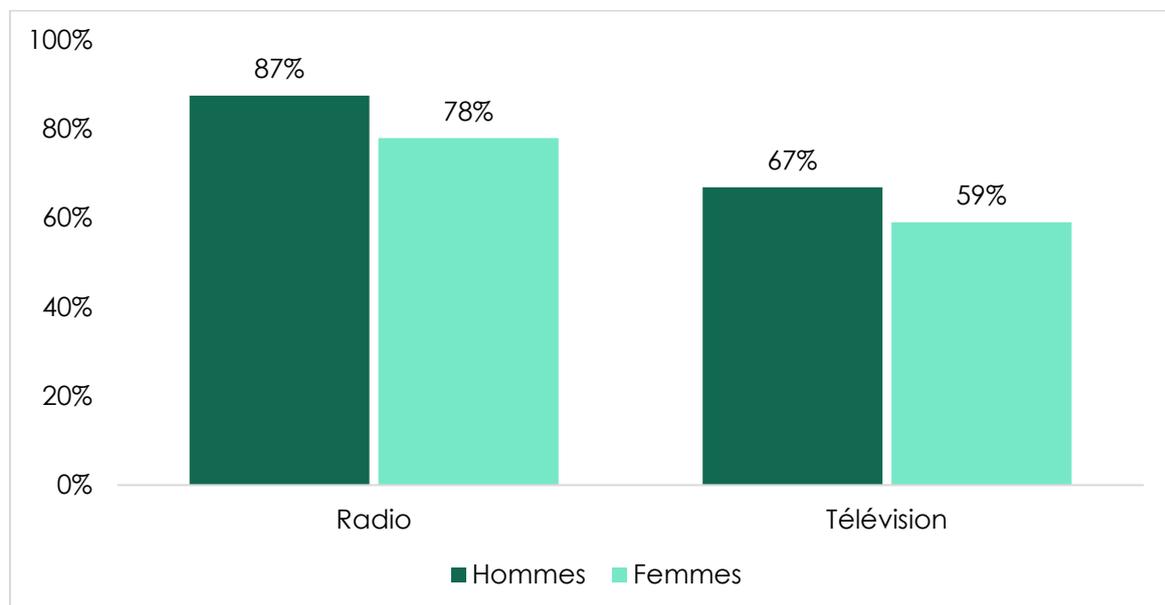
L'accès à l'information fait partie des droits humains qui se sont grandement démocratisés et qui contribuent à l'épanouissement de l'individu. Il participe ainsi à avoir des citoyens mieux informés et capables de faire des choix éclairés. De ce fait, l'accès à l'information devient un outil fondamental pour l'émancipation des êtres humains et une composante importante

des politiques publiques afin de permettre aux femmes de surmonter les inégalités hommes-femmes (Article 19, 2020).

### Exposition aux médias de masse

Différents paramètres rentrent en ligne de compte pour assurer l'accès à l'information dont l'un des premiers est l'accès aux moyens de diffusion de l'information. Au niveau des médias traditionnels, la possession d'un récepteur de télévision ou de radiodiffusion est le premier verrou qui conditionne l'accès à l'information. Au Togo, les femmes sont 78% et 59% à déclarer qu'elles ou un membre de leur ménage possèdent respectivement un poste radio ou un poste téléviseur quand les hommes sont 87% et 67% à faire les mêmes déclarations (Figure 1).

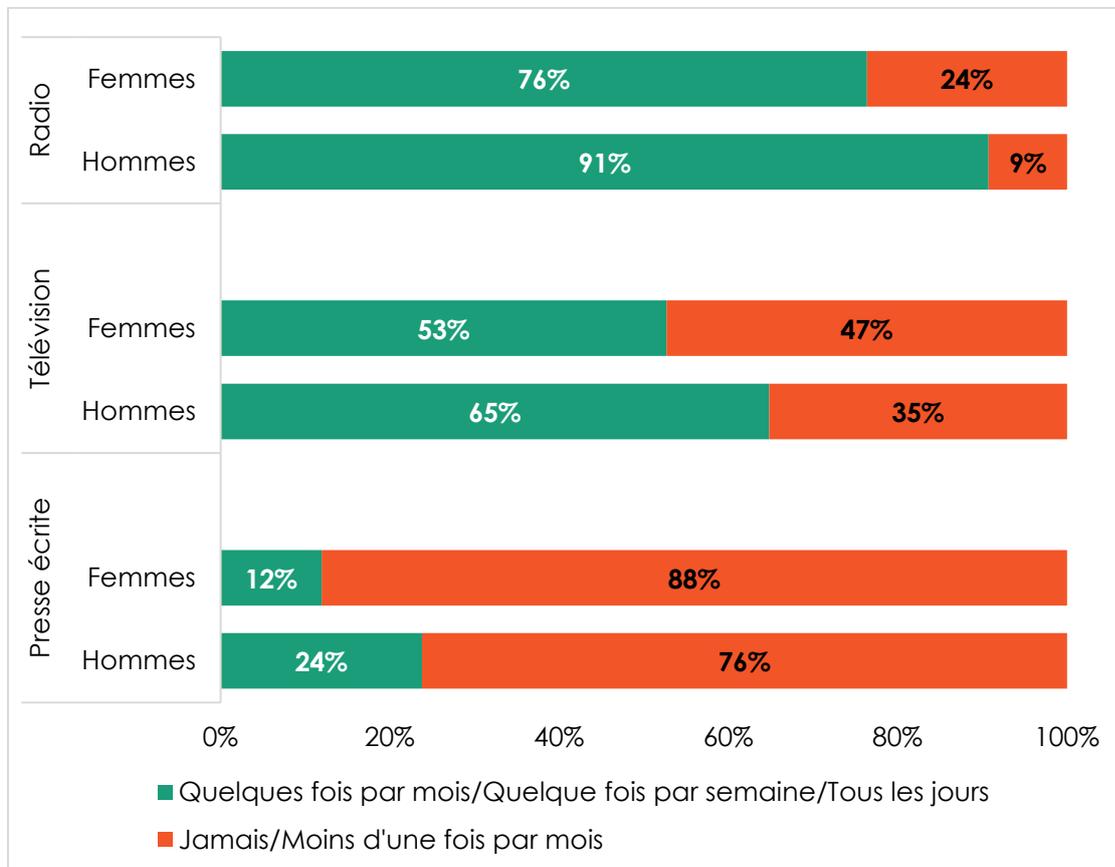
**Figure 1 : Accès à une radio et à une télévision | par sexe | Togo | 2022**



**Questions posées aux répondants :** Lesquels de ces biens possédez-vous personnellement ? [Si non] : Un autre membre de votre ménage en possède-t-il : Radio ? Télévision ? (% qui disent « oui, en possède personnellement » ou « quelqu'un d'autre dans le ménage en possède »)

Etant donné que l'accès à un poste récepteur ne garantit pas l'accès à l'information, il a été également demandé aux Togolais la fréquence à laquelle ils utilisent les canaux de communication traditionnels. Les données révèlent que les femmes sont moins exposées aux informations sur les médias traditionnels par rapport aux hommes (Figure 2). Les trois-quarts (76%) des femmes suivent des nouvelles à la radio au moins « quelques fois par mois », contre 91% des hommes. Elles sont également moins à s'informer par la télévision (53% contre 65% des hommes). Quant à la fréquence de suivi des nouvelles dans la presse écrite, l'écart est de 12 points de pourcentage (12% contre 24%).

**Figure 2 : S'informer via les médias traditionnels | par sexe | Togo | 2022**



**Questions posées aux répondants :** *Maintenant, parlons des médias et de la façon dont vous obtenez les informations sur la politique et autres sujets. Combien de fois recevez-vous des informations provenant des sources suivantes : Radio ? Télévision ? Presse écrite ?*

### Fracture numérique

En matière de nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), l'Afrique est considérée comme le continent le plus dynamique, avec des taux de pénétration qui évoluent rapidement. Mais cette évolution est marquée par la sous-représentation de la femme dans le secteur (Ninot & Peyroux, 2019).

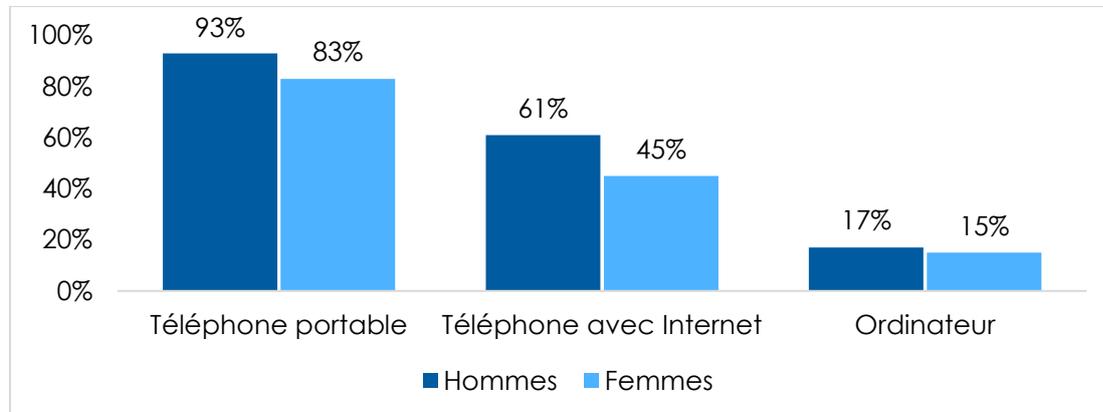
L'accès aux outils technologiques est primordial dans la numérisation, et son absence a été reconnu comme l'un des grands obstacles qui empêchent les femmes d'accéder au même titre que les hommes à l'information (Article 19, 2020).

Pour sonder vous-mêmes ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au [www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

Au Togo, la possession du téléphone portable et du téléphone intelligent (smartphone) reste inéquitable selon le genre, contrairement à l'accès à l'ordinateur (Figure 3). Au niveau des téléphones et des smartphones, le gap est

respectivement de 10 points et de 16 points de pourcentage en faveur des hommes. Pour l'ordinateur, les femmes et les hommes sont à l'égalité que l'on considère la possession personnelle (15% pour les femmes, 17% pour les hommes) ou l'accès dans le ménage (29% vs. 31%).

**Figure 3 : Possession de téléphone portable, de smartphone et d'ordinateur**  
 | par sexe | Togo | 2022



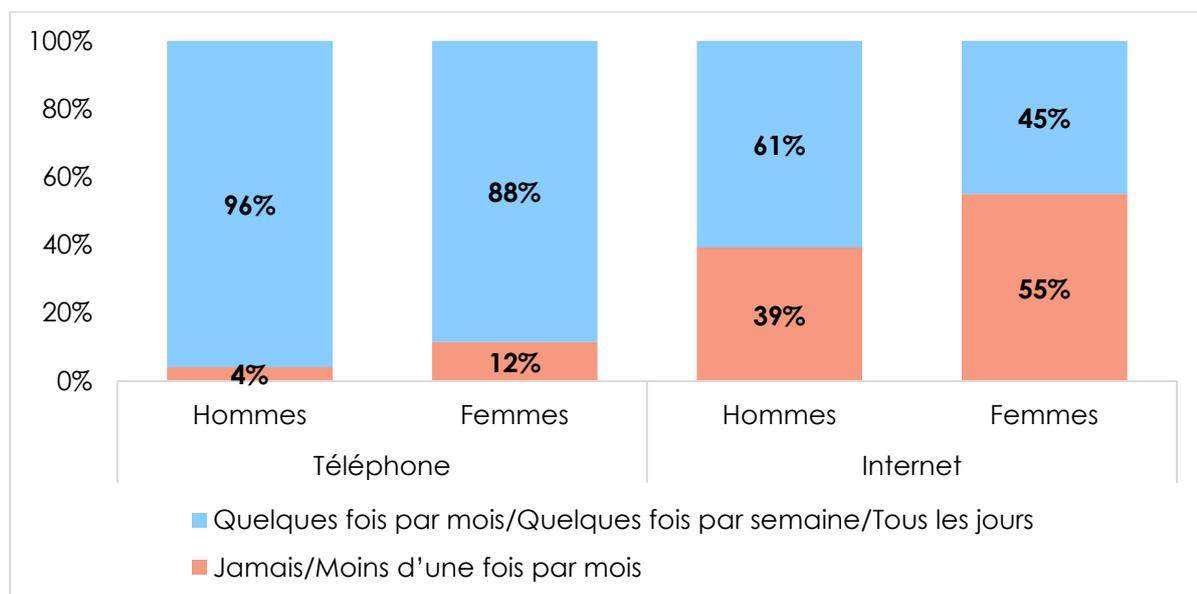
**Questions posées aux répondants :** Lesquels de ces biens possédez-vous personnellement : Téléphone portable ? Ordinateur ? [Si oui pour un téléphone portable :] Votre téléphone a-t-il un accès à l'Internet ? (La figure montre les proportions de tout l'échantillon qui possèdent personnellement un téléphone portable, un téléphone avec accès à l'Internet, un ordinateur.)

### S'informer sur l'Internet et les réseaux sociaux

En dehors du moyen de communication privée que sont les réseaux sociaux, ils constituent également des médias à part entière et donc représentent une source d'information qui a changé la manière dont les gens s'informent, discutent ou se forment des opinions de nos jours (Gallant, Latzo-Toth, & Pastinelli, 2017).

Il ressort des données qu'au Togo, les femmes utilisent moins l'Internet et le téléphone que les hommes. En effet, elles sont 88% de femmes contre 96% d'hommes à déclarer utiliser « tous les jours », « quelques fois par semaine » ou « quelques fois par mois » le téléphone portable, soit un gap de 8 points de pourcentage (Figure 4). Au niveau de l'Internet, elles sont 45% à l'utiliser régulièrement, contre 61% d'hommes, soit un écart de 16 points.

**Figure 4 : Fréquence d'usage du téléphone et de l'Internet** | par sexe | Togo | 2022



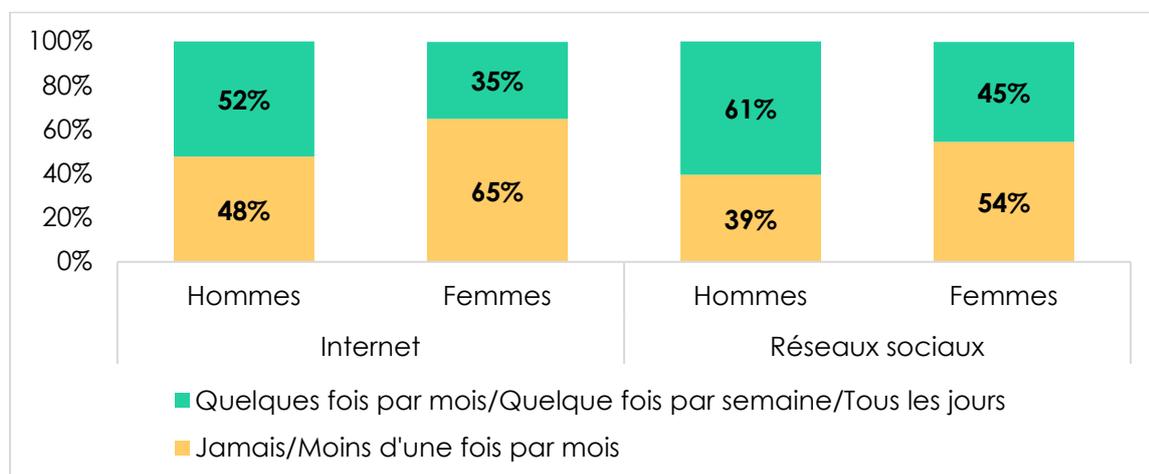
**Questions posées aux répondants :** Combien de fois utilisez-vous : Un téléphone portable ? L'Internet ?

En abordant l'aspect concernant l'usage de l'Internet et des réseaux sociaux comme source d'information, on remarque que la fracture entre les sexes ne se résorbe pas. En effet, elles sont 45% de femmes, contre 61% d'hommes, à déclarer s'informer « tous les jours », « quelques fois par semaine » ou « quelques fois par mois » via les réseaux sociaux, soit un écart de 16 points de pourcentage (Figure 5).

De même, un écart de 17 points sépare les sexes au niveau de l'Internet. En effet, seules 35% des femmes s'informent « tous les jours », « quelques fois par semaine » ou « quelques fois par mois » sur l'Internet alors qu'ils sont 52% à le faire chez les hommes.

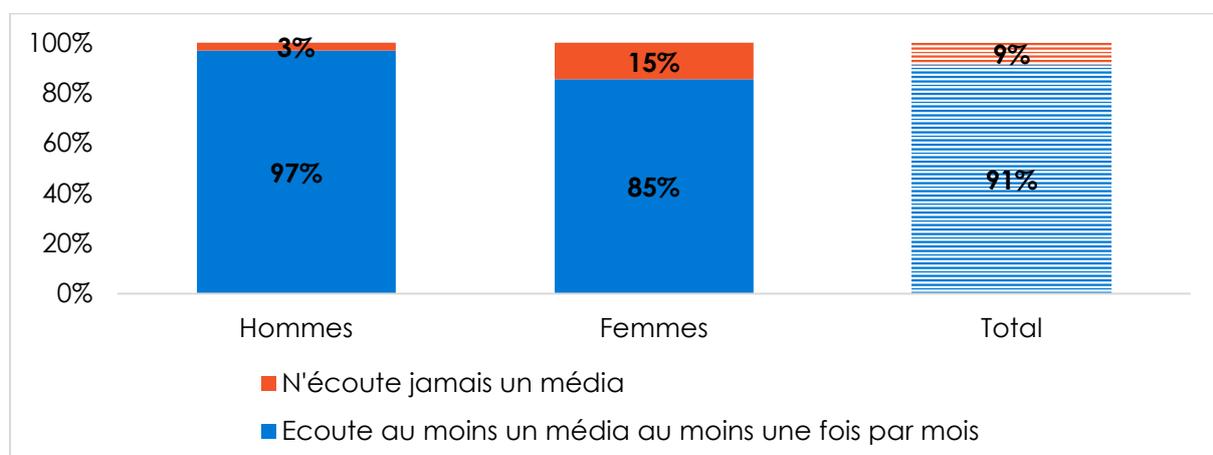
Les données montrent donc un déficit général chez les femmes vis-à-vis de leurs homologues masculins aussi bien dans l'accès au matériel facilitant l'accès à l'information que dans l'accès proprement dit à l'information. En considérant tous les moyens d'accès possible, les femmes sont moins enclines (85%) que les hommes (97%) à écouter les informations au moins une fois par mois par l'un quelconque des canaux traditionnels ou les NTIC (Figure 6).

**Figure 5 : S'informer sur l'Internet et les réseaux sociaux | par sexe | Togo | 2022**



**Questions posées aux répondants :** Combien de fois recevez-vous des informations provenant des sources suivantes : Internet ? Les réseaux sociaux tels que Facebook, Twitter, WhatsApp, ou autres ?

**Figure 6 : La propension à suivre l'information quel que soit la source | par sexe | Togo | 2022**

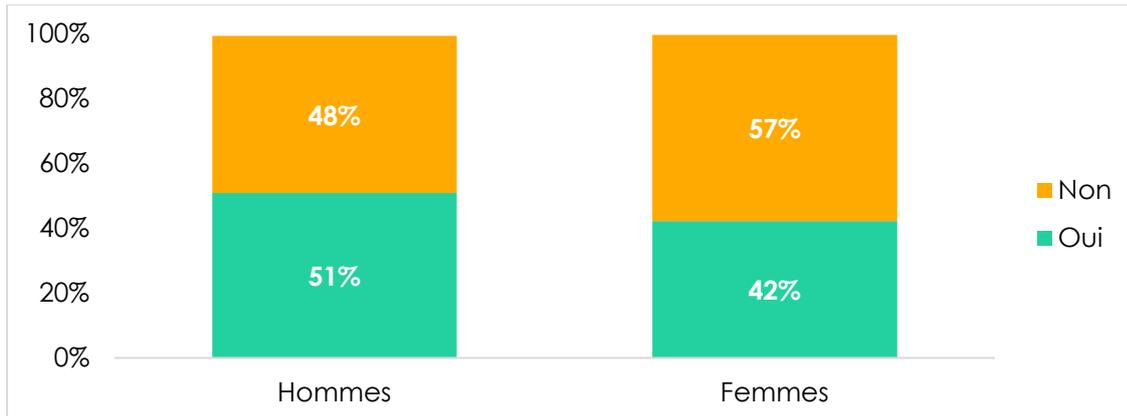


**Questions posées aux répondants :** Combien de fois recevez-vous des informations provenant des sources suivantes : Radio ? Télévision ? Presse écrite ? Internet ? Les réseaux sociaux tels que Facebook, Twitter, WhatsApp, ou autres ?

### Accès aux informations sur les changements climatiques

Un exemple spécifique du déficit d'accès à l'information chez les femmes concerne les changements climatiques, une menace importante que les médias de nos jours sont en train de vulgariser. Moins de femmes (42%) que d'hommes (51%) ont entendu parler des changements climatiques (Figure 7).

**Figure 7 : Information sur les changements climatiques** | par sexe | Togo | 2022



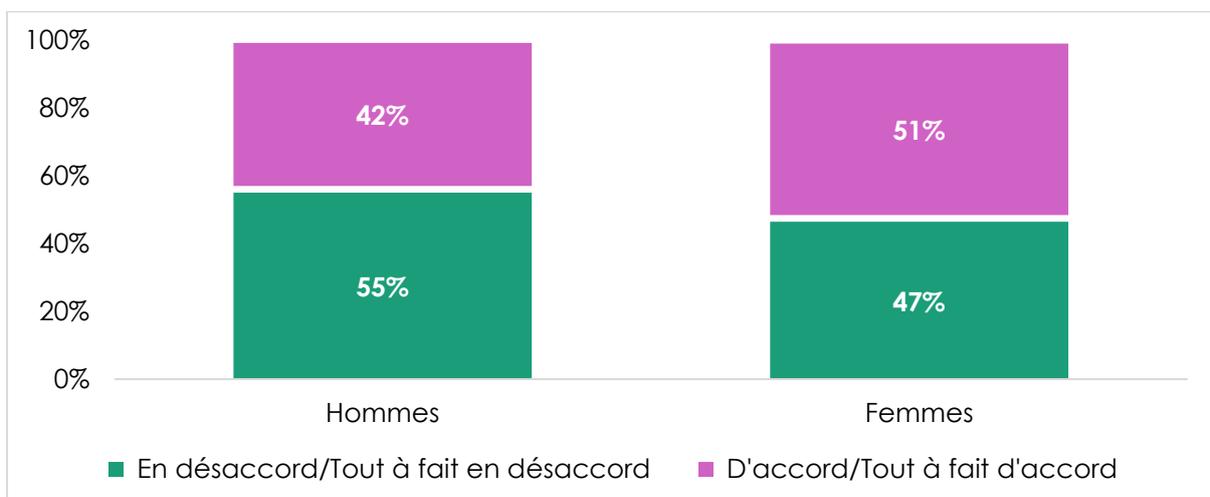
**Question posée aux répondants :** Avez-vous entendu parler des changements climatiques, ou n'en avez-vous pas encore eu la chance d'en entendre parler ?

### Gestion de l'information par le gouvernement

La liberté d'accès à l'information d'intérêt public renforce la transparence et le contrôle citoyen de l'action publique. C'est l'un des éléments de la bonne gouvernance (Brooks, 2022).

Les femmes (51%) plus que les hommes (42%) sont pour que les informations détenues par les autorités publiques restent exclusivement pour l'usage des agents du gouvernement et ne se retrouvent pas dans le domaine public (Figure 8).

**Figure 8 : Gestion de l'information par le gouvernement** | par sexe | Togo | 2022



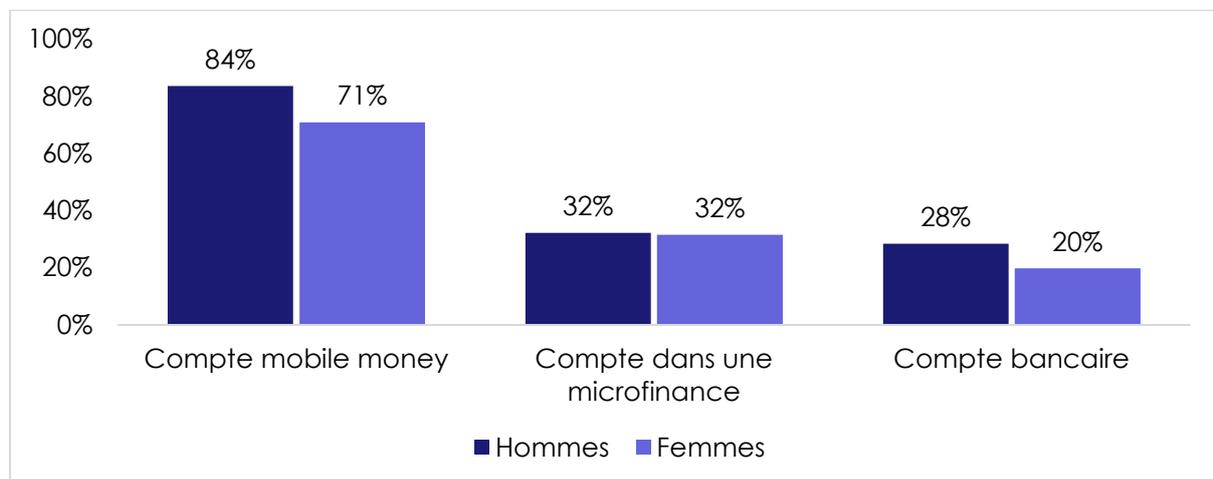
**Question posée aux répondants :** Pour l'affirmation suivante, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non : Les informations détenues par les autorités publiques sont à l'usage exclusif des agents du gouvernement. Elles ne devraient pas se retrouver dans le domaine public.

## Inégale inclusion financière

Ce sujet suscite de l'intérêt depuis que l'Etat togolais a fait de l'inclusion financière son cheval de bataille et commence par avoir des résultats probants. En effet, le Togo a occupé la première place dans l'évolution des taux de bancarisation élargi dans l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) en 2019, d'après le rapport annuel de 2019 sur la situation de l'inclusion financière de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (2020).

Selon l'enquête Afrobarometer, la proportion d'adultes togolais ayant un compte dans une banque est de 20% pour les femmes et de 28% chez les hommes, soit un écart de 8 points de pourcentage. Les hommes possèdent également plus de compte mobile money que les femmes (84% vs. 71%), pendant que l'accès à un compte dans une microfinance est égal, à 32% (Figure 9).

**Figure 9 : Possession de compte financier | par sexe | Togo | 2022**



**Questions posées aux répondants :** Lesquels de ces biens possédez-vous personnellement : Un compte bancaire ? Un compte dans une institution de microfinance ? Un compte mobile money, comme T-Money ou Flooz de Togocom ou Moov ? [Si non] : Un autre membre de votre ménage en possède-t-il ? (% « oui, en possède personnellement »)

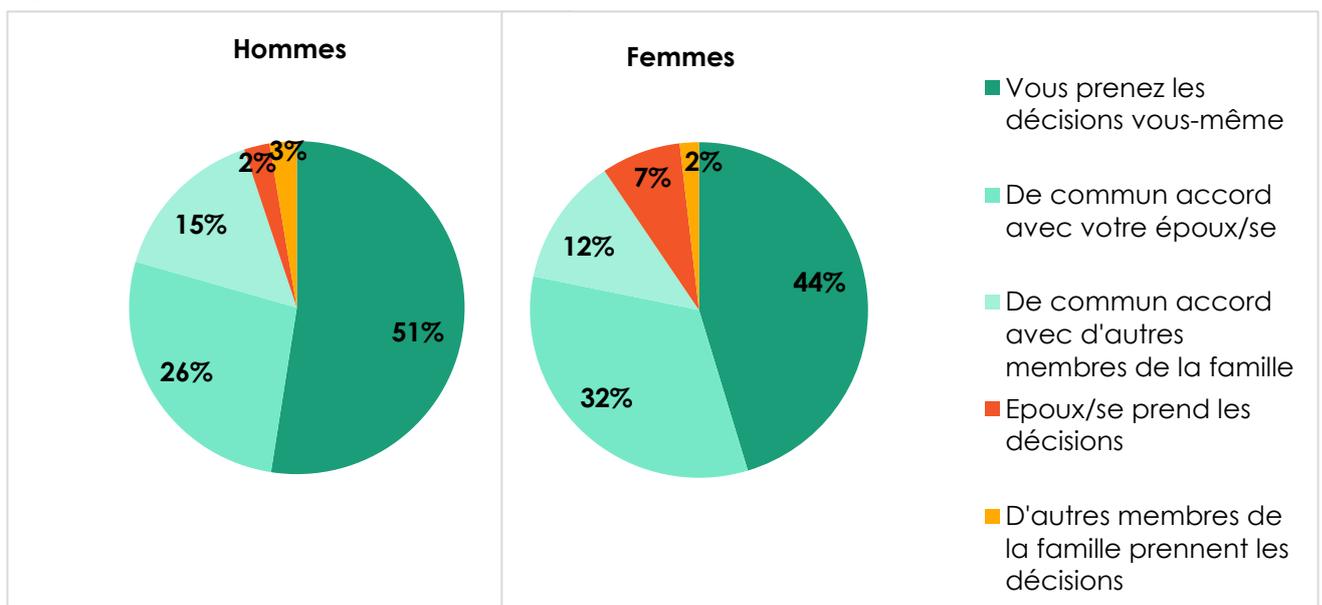
Au-delà des barrières rencontrées par les femmes en matière d'inclusion financière, la gestion des ressources qu'elles génèrent semblent échapper à une bonne partie d'entre elles. En effet, il y a un gap de 7 points de pourcentage entre les hommes (51%) et les femmes (44%) qui affirment prendre eux-mêmes les décisions concernant leurs revenus (Figure 10).

L'accès aux facteurs de production, tel que le foncier, représente l'un des déterminants de l'épanouissement économique des individus et de la sécurisation de leur investissement. Bien que reconnu par l'Etat depuis 2018, le droit à posséder ou hériter de la terre n'est pas toujours une réalité pour les femmes au Togo. Cependant, la grande majorité des Togolais sont pour cet égal accès : 80% d'hommes et 89% de femmes soutiennent que les femmes aient les mêmes droits de possession ou de succession que les hommes en ce qui concerne le foncier (Figure 11), un gap qui s'est réduit de 4 points de pourcentage entre 2017 et 2022 (Akinocho, 2019).

En ce qui concerne l'accès à l'emploi lorsque ce dernier se fait rare, les femmes sont 30% à approuver que les hommes soient privilégiés contre 48% d'hommes. Cette différence s'est accrue depuis 2017, où elle était de 14 points (Akinocho, 2019).

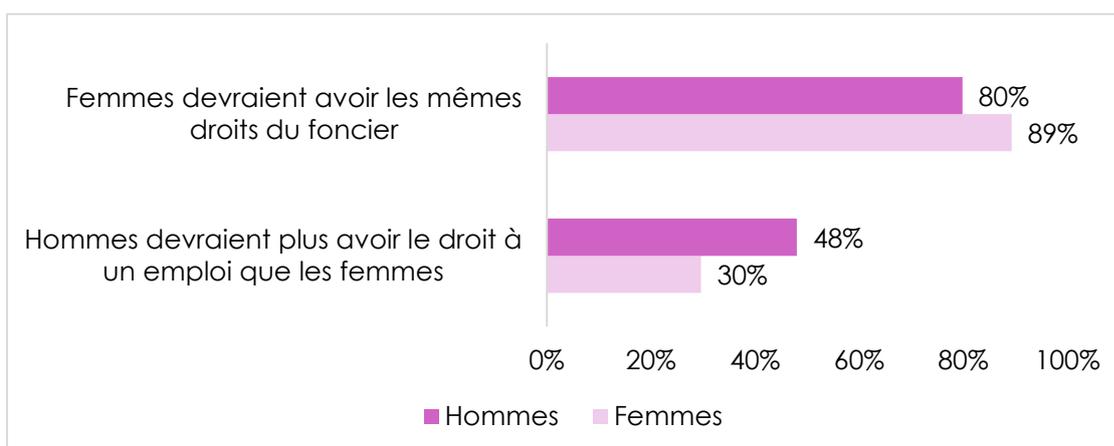
Ces différences, largement en défaveur des femmes, dans l'accès aux institutions financières, l'utilisation des revenus et les attentes en matière d'accès au foncier et à l'emploi pourraient s'expliquer par le rôle traditionnel de l'homme dans la structure familiale et sociale (Aterido, Beck & Lacovone, 2013). Mais la législation au Togo prône clairement l'égalité entre l'homme et la femme en matière de propriété, d'héritage et autres, même si dans la pratique les réflexes du code coutumier restent assez présents (Akinochi, 2019). Il est à noter que les écarts qui se sont bâtis sur les générations ne sauraient s'effacer du jour au lendemain du fait d'une loi. Les données semblent montrer un resserrement des écarts.

**Figure 10 : Celui qui décide des dépenses** | par sexe | Togo | 2022



**Question posée aux répondants :** De quelles façons les décisions sont-elles prises, quant à la gestion des revenus que vous gagnez en travaillant, en faisant des affaires, en faisant du commerce, ou en vous livrant à d'autres activités ?

**Figure 11 : Accès à la terre et à l'emploi** | par sexe | Togo | 2022



**Questions posées aux répondants :** Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non :

Lorsque l'emploi se fait rare, les hommes devraient plus avoir le droit à un emploi que les femmes.  
Les femmes devraient avoir les mêmes droits de possession ou de succession que les hommes, en ce qui concerne le foncier.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

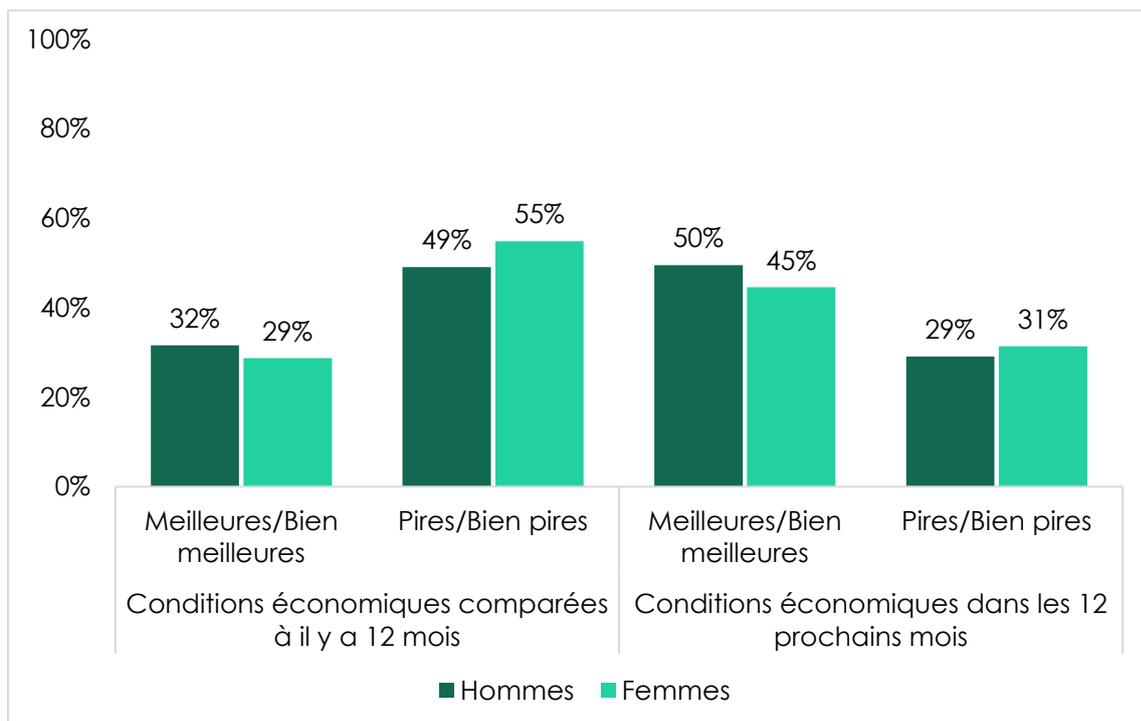
## Vision sur l'économie togolaise et sa gestion par le gouvernement

Les économies mondiales ont été sérieusement mises à l'épreuve depuis quelques années avec la pandémie de COVID-19. Le Togo n'a pas non plus été épargné par la situation. Lorsque les données sont désagrégées par sexe, il y a 6 points de pourcentage d'écart entre les femmes (55%) et les hommes (49%) qui trouvent que les conditions économiques actuelles sont « pires » voire « bien pires » qu'il y a un an (Figure 12).

De plus, les femmes sont les moins optimistes en ce qui concerne le futur économique du pays. En effet, les femmes (45%) sont moins nombreuses que les hommes (50%) à penser que les conditions économiques du pays seront meilleures dans les 12 mois après la collecte.

Ces différences d'opinion sur les conditions économiques passées et futures se reflètent également dans le plus sévère jugement que les femmes posent sur les performances du gouvernement en matière de gestion économique. Ainsi, elles sont 72% à désapprouver la manière dont le gouvernement répond à la gestion de l'économie, contre 66% à avoir le même jugement chez les hommes (Figure 13).

**Figure 12 : Conditions économiques du pays | par sexe | Togo | 2022**

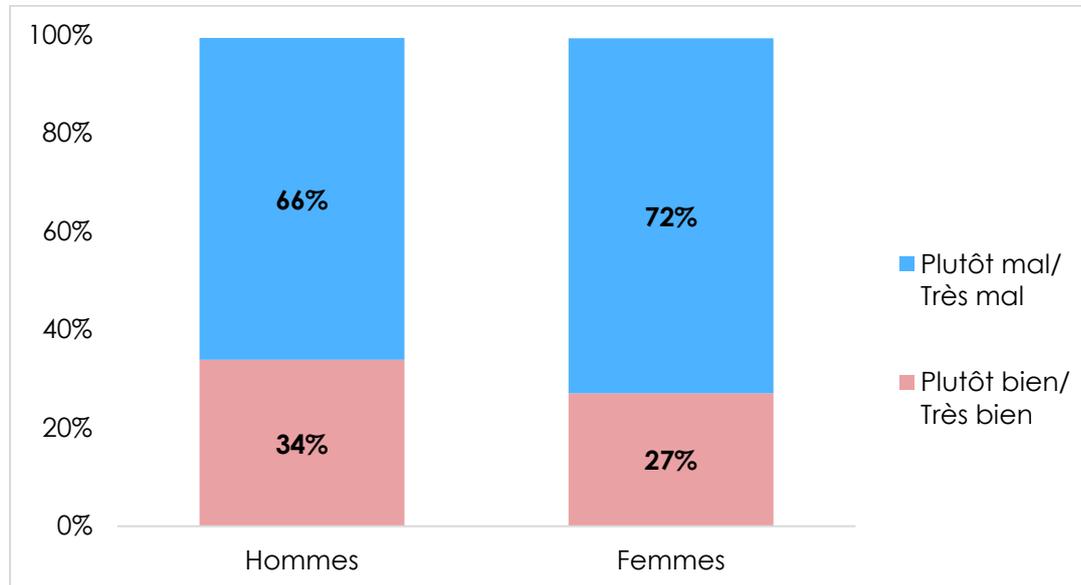


**Questions posées aux répondants :**

*Considérant le passé, comment évaluez-vous les conditions économiques de ce pays comparées à il y a 12 mois ?*

*Considérant l'avenir, prévoyez-vous que les conditions économiques de ce pays dans une période de 12 mois seront meilleures ou pires ?*

**Figure 13 : Performance du gouvernement dans la gestion de l'économie | par sexe**  
 | Togo | 2022



**Question posée aux répondants :** Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la gestion de l'économie, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

### Moins d'intérêt pour les affaires de la cité

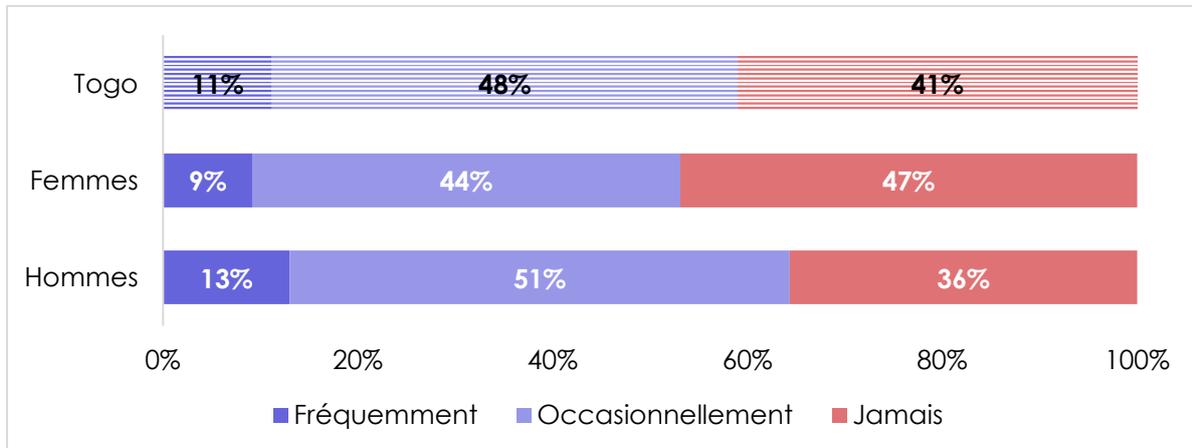
Par affaires de la cité nous désignons ici tous les sujets qui relèvent de la participation à la gouvernance politique nationale comme locale, de l'intérêt porté aux affaires publiques et du niveau d'implication dans les différentes activités de la communauté. Il est nécessaire que les citoyens s'intéressent aux affaires publiques s'ils s'attendent à contribuer à l'amélioration de la gestion de la cité, à redéfinir les priorités politiques, à inscrire dans les programmes politiques de nouvelles questions et à éclairer d'un jour nouveau les sujets d'intérêt général.

Les différentes situations de l'intérêt pour les affaires de la cité ont été mesurées lors de la présente étude, et il en ressort globalement que les femmes sont moins intéressées par les affaires publiques que les hommes.

La première dimension explorée concerne les sujets de discussion entre amis ou en famille. Les femmes discutent moins avec leurs proches de questions politiques que les hommes (Figure 14). En effet, elles sont 53% à affirmer qu'elles discutent « fréquemment » (9%) ou « occasionnellement » (44%) de questions politiques, tandis que ce taux est de 11 points de pourcentage plus élevé quand il s'agit des hommes (64%).

Cependant, on note un intérêt grandissant des femmes pour les sujets politiques : Le pourcentage de femmes qui ne discutent « jamais » de sujets politiques avec leurs proches s'est réduit, passant de 58% en 2014 à 47% en 2022, soit une réduction de 11 points de pourcentage. L'écart genre sur la question courant la même période a connu une réduction de 17 points (Akinochi & Blimpo, 2014).

**Figure 14 : Discuter de sujets politiques | par sexe | Togo | 2022**

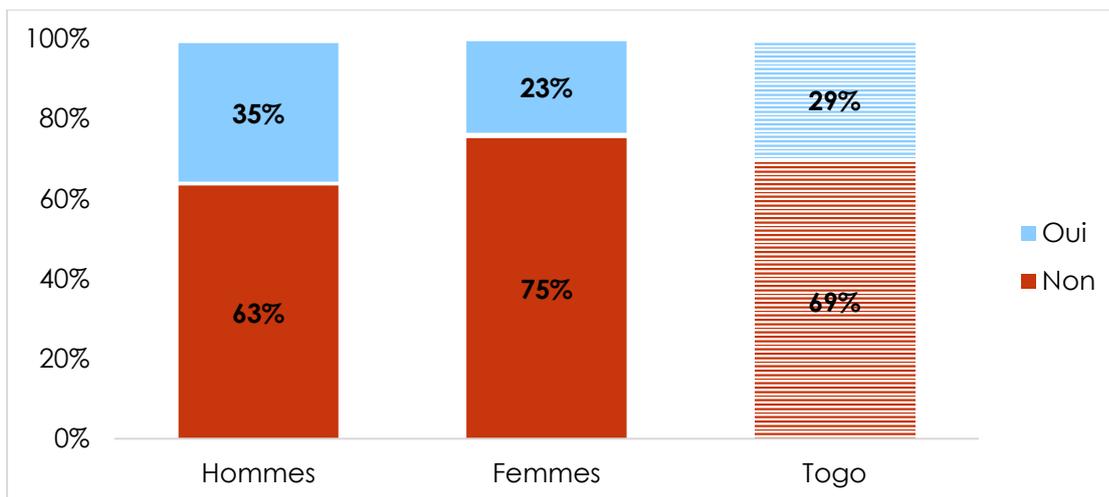


**Question posée aux répondants :** Lorsque vous êtes avec vos amis ou votre famille, à quelle fréquence diriez-vous que vous discutez de questions politiques ?

Le deuxième volet de la participation aux affaires publiques est mesuré par la sympathie ou l'affiliation à un parti politique et la prise de contact avec certains leaders. Au Togo, seulement 29% de répondants disent se sentir proches d'un parti politique quelconque dont 23% de femmes et 35% d'hommes, soit un gap de 12 points de pourcentage (Figure 15).

Il faut également remarquer que si l'écart entre les femmes et les hommes n'a pas varié depuis 2014, la proportion de Togolais non sympathisants d'un parti politique a augmenté de 10 points de pourcentage. Cette situation pourrait traduire une certaine méfiance envers les partis politiques.

**Figure 15 : Proximité à un parti politique | par sexe | Togo | 2022**



**Question posée aux répondants :** Vous sentez-vous proche d'un quelconque parti politique ?

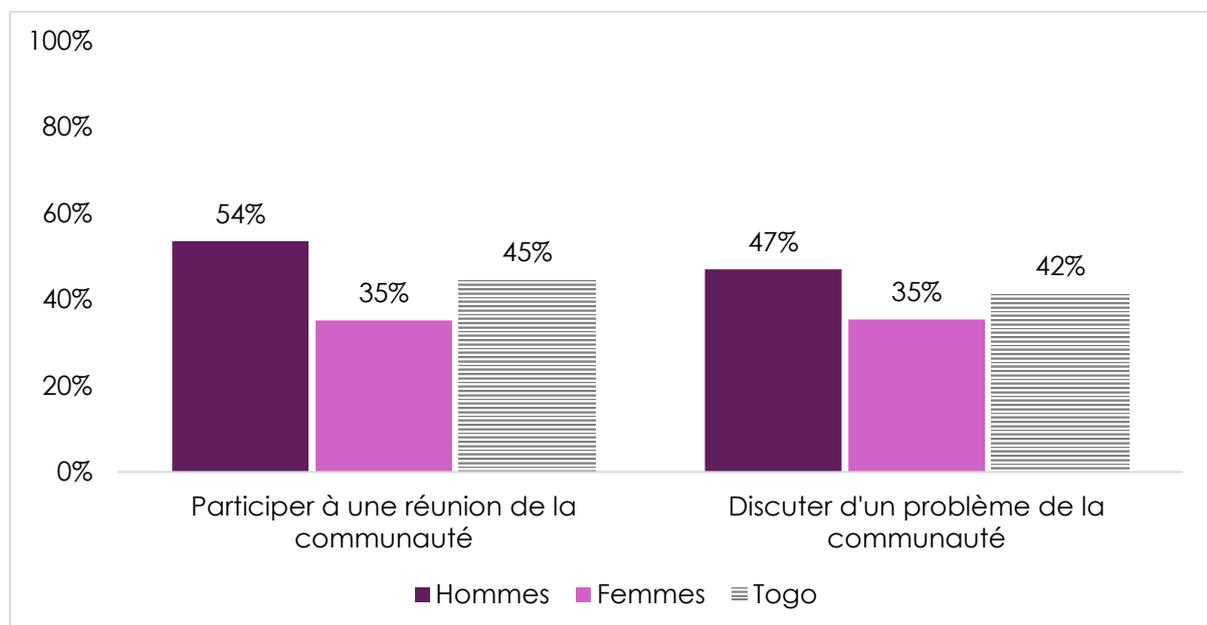
Les paradigmes de la bonne gouvernance mettent la participation des citoyens au cœur de la gestion de la cité afin de permettre la délivrance effective et efficiente d'un programme de services publics, de croissance économique et de bien-être social (USAID, 2008). S'il y a différents aspects de la participation citoyenne, les aspects liés au fait de discuter un sujet de la communauté avec quelqu'un, de prendre part à une réunion communautaire et de

contacter un leader retiendront ici l'attention due à l'écart entre les positions masculines et féminines. L'estimation de la probabilité d'avoir l'assistance d'un leader local ou municipal pour un projet de développement dans la commune retient également l'attention pour les mêmes raisons.

Au Togo, moins de la moitié des citoyens ont participé à une réunion communautaire (45%) ou discuté d'un problème de leur communauté avec quelqu'un (42%) au cours des 12 mois précédant l'étude. Et il y a un grand écart entre les deux sexes, montrant les hommes (54%) plus enclins à participer à une réunion communautaire que les femmes (35%) (Figure 16).

Sur l'aspect de la rencontre avec d'autres pour aborder un problème, là encore il y a un gap de 12 points de pourcentage entre les hommes et les femmes (47% vs. 35%). Cet écart s'est réduit de 7 points depuis 2014 pendant que la proportion de personnes participant a diminué de 13 points, passant de 54% en 2014 à 42% en 2022 (Akinochi & Blimpo, 2014).

**Figure 16 : Participation communautaire | par sexe | Togo | 2022**



**Questions posées aux répondants :** Voici une liste d'actions que les gens mènent parfois en tant que citoyens. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous l'avez personnellement menée au cours des 12 derniers mois.

Rencontrer d'autres personnes pour aborder un problème ?

Participer à une réunion de la communauté ?

(% qui disent « oui »)

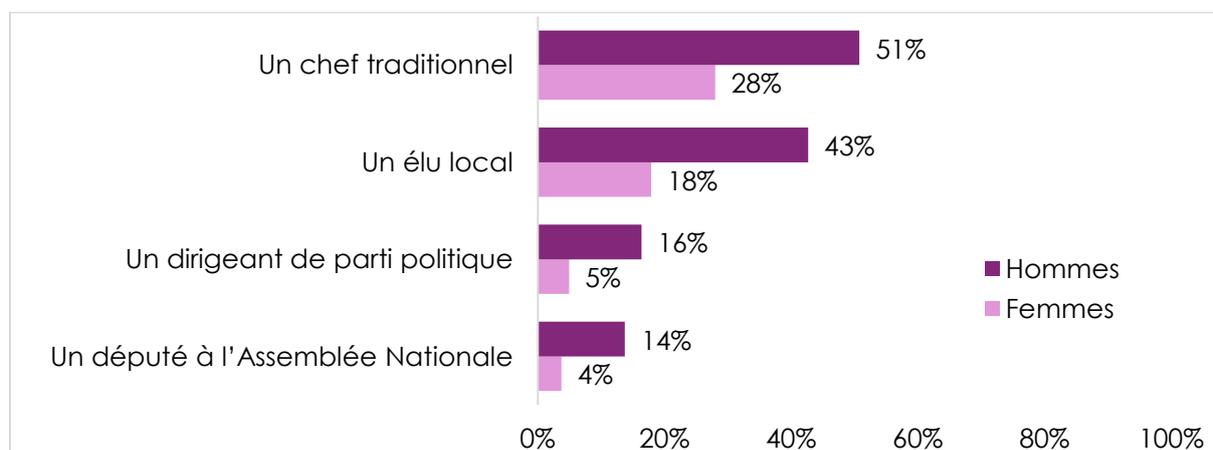
Concernant les échanges entre citoyens et leurs leaders, il faut remarquer qu'il y en a peu, avec des proportions allant de 9% pour avoir contacté au moins une fois au cours de l'année écoulée un député à 40% pour un leader traditionnel. Mais au-delà de cette différence entre leaders s'ajoute également une différence genre. Ainsi, il y a un gap de 10, 11, 23 et 25 points de pourcentage entre les proportions d'hommes et celles de femmes qui ont contacté au moins une fois respectivement un député, un responsable de parti politique, un chef traditionnel et un élu local (Figure 17).

Enfin, les femmes sont moins enclines que les hommes (48% vs. 55%) à penser qu'il est probable que quelqu'un réagisse à une demande citoyenne adressée à un leader local ou à la mairie pour une assistance sur un projet de développement dans la commune, tel

qu'une amélioration de l'approvisionnement d'eau ou la réalisation d'une campagne de propreté (Figure 18).

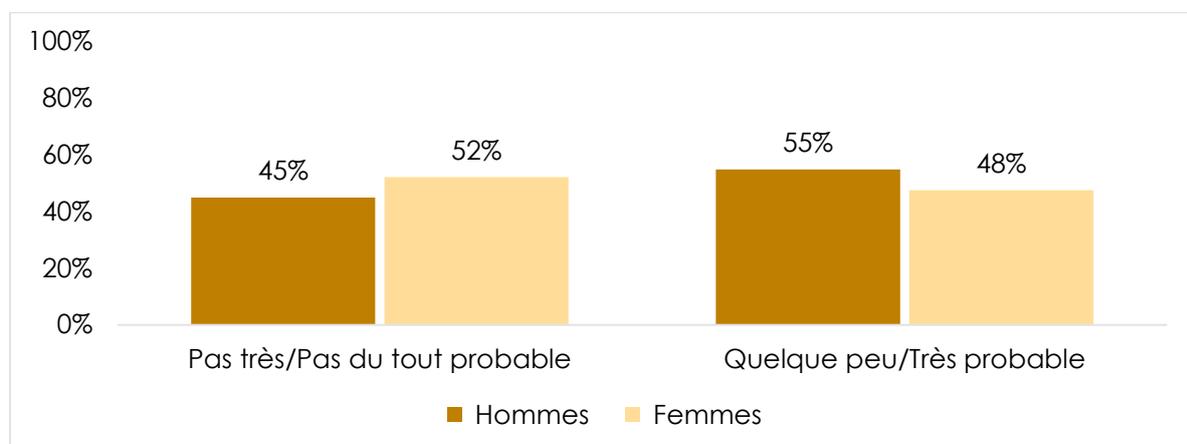
La réticence des femmes à s'imprégner dans les affaires publiques pourrait avoir son essence dans l'organisation de nos sociétés, qui est faite autour de valeurs traditionnelles assez strictes envers la place de la femme dans la sphère publique. Les travaux de Williamson, Sithole, et Todes (2007) stipulent que la forte tendance patriarcale des sociétés africaines impacte considérablement la représentation de la femme. Par exemple au Rwanda, où les femmes sont respectées pour leur rôle de reproduction, elles sont plus actives au niveau des sphères privées et familiales mais expriment souvent avec difficulté leurs points de vue en ce qui concerne les affaires publiques de la communauté. Ailleurs les pratiques traditionnelles sont très austères de telle sorte que les femmes ne peuvent même pas parler sans y être explicitement invitées. Toutes ces normes influencent le comportement de la femme de nos jours même s'il y a des améliorations qui sont constatées.

**Figure 17 : Contact avec les leaders | par sexe | Togo | 2022**



**Questions posées aux répondants :** Au cours des 12 derniers mois, combien de fois avez-vous contacté une des personnalités suivantes pour un problème important ou pour discuter de vos idées : Un conseiller communal ? Un député à l'Assemblée Nationale ? Un dirigeant de parti politique ? Un chef traditionnel ? (% qui disent « une fois seulement », « quelques fois » ou « souvent »)

**Figure 18 : Probabilité d'obtenir de l'assistance | par sexe | Togo | 2022**



**Question posée aux répondants :** Quelle est la probabilité que vous arriviez à faire réagir quelqu'un si vous vous adressiez à un leader local ou à la mairie pour demander une assistance pour un projet de développement dans votre commune, tel qu'une amélioration de l'approvisionnement d'eau ou la réalisation d'une campagne de propreté ?

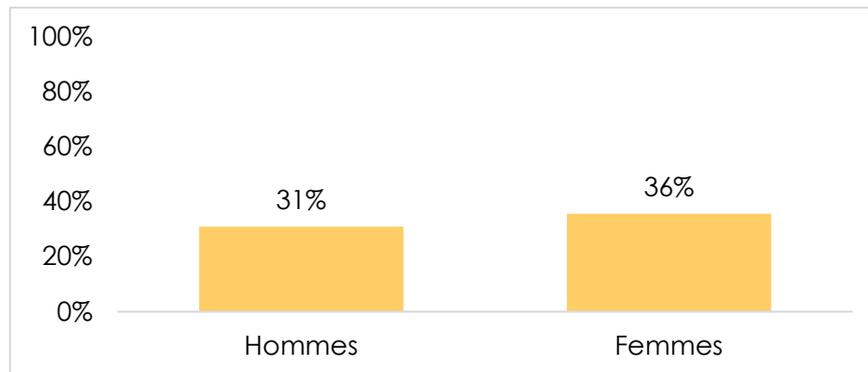
## Liberté inéquitable de faire des choix politiques

La liberté d'adhésion à une organisation politique est l'un des piliers de la démocratie. Les femmes togolaises peuvent se prévaloir d'un certain nombre de garanties juridiques qui leur reconnaissent leurs droits y compris politiques (Akinochi, 2019). Cependant, ces dernières ont encore aujourd'hui quelques difficultés à jouir effectivement des droits qui leur sont reconnus (Centre de Recherche d'Information et de Formation pour la Femme, 2017).

En matière de liberté politique, les femmes sont plus enclines que les hommes à se sentir « pas très libres » ou « pas du tout libres » d'adhérer à une organisation politique de leur choix (36% vs. 31%) (Figure 19).

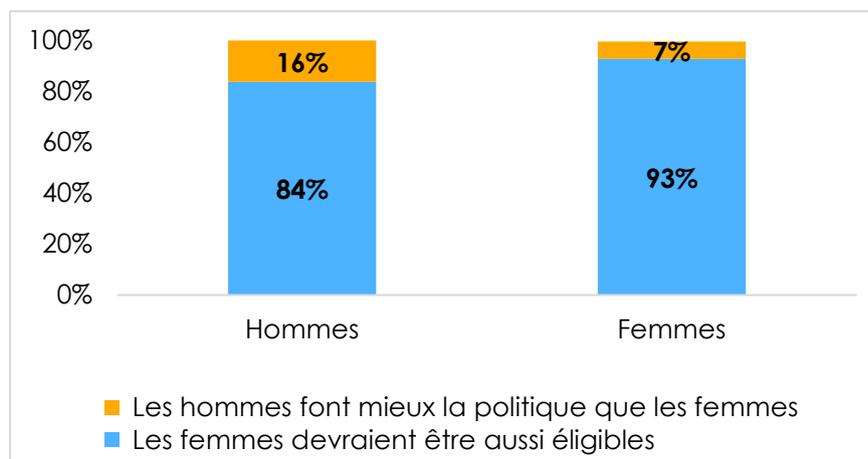
Et même si la grande majorité (80%) des hommes togolais soutiennent que les femmes devraient être aussi éligibles à des postes politiques que les hommes, ils sont deux fois plus que les femmes (16% vs. 7%) à penser que les hommes font mieux la politique et devraient être les seuls à être élus (Figure 20).

**Figure 19 : Pas libre d'adhérer à une organisation politique** | par sexe | Togo | 2022



**Question posée aux répondants :** Dans ce pays, à quel point êtes-vous libre d'adhérer à une organisation politique de votre choix ? (% qui disent « pas très libre » ou « pas du tout libre »)

**Figure 20 : Leadership politique féminin** | par sexe | Togo | 2022



**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Les hommes font mieux la politique que les femmes, et devraient être seuls à être élus à des postes politiques.

Affirmation 2 : Les femmes devraient être aussi éligibles à des postes politiques que les hommes. (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

## Aspirations démocratiques moins fortes

Une autre dimension où d'importantes différences entre les opinions genres ont été remarquées concerne les aspirations démocratiques. Les dimensions explorées ici vont de la préférence pour la démocratie à la satisfaction de son fonctionnement en passant par le soutien à quelques principes démocratiques et le rejet des régimes autocratiques de gouvernance.

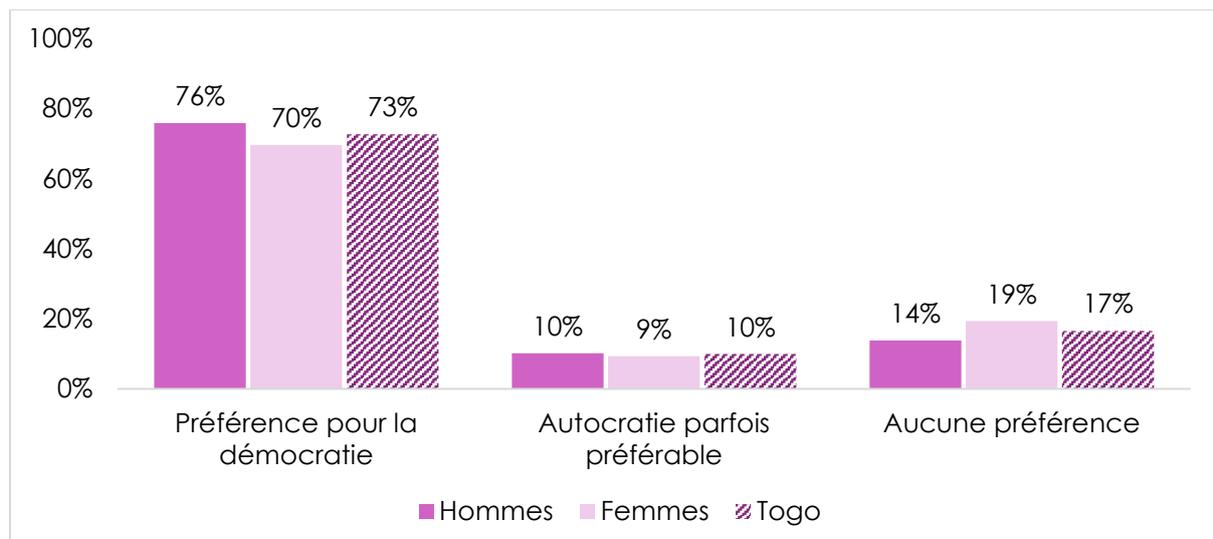
Il en ressort que les Togolais souscrivent fortement à des gouvernements démocratiques (73%), mais les hommes (76%) le font davantage que les femmes (70%) (Figure 21).

Le rejet des principes de gouvernance autocratique et le soutien aux pratiques démocratiques également distinguent les hommes et les femmes togolais. Ainsi, les hommes rejettent plus que les femmes les gouvernements militaires (56% vs. 49%), les régimes dictatoriaux (81% vs. 75%) et la règle du parti unique (86% vs. 78%) (Figure 22).

Les hommes soutiennent également plus que les femmes la limitation du mandat présidentiel à deux (86% vs. 79%), les élections régulières comme méthode de choix des dirigeants (77% vs. 70%) et la nécessité d'avoir plusieurs partis politiques (74% vs. 64%) (Figure 23). Le constat que les femmes épousent moins fortement les valeurs démocratiques que les hommes au Togo sont en ligne avec ceux de la littérature (Akinocho & Blimpo, 2014 ; García-Peñalosa & Konte, 2013) même s'il semble que le gap se résorbe dans la plupart des cas. De plus, García-Peñalosa et Konte (2013) montrent que ce gap ne semble pas être dû aux caractéristiques socio-économiques ou aux priorités en matière de politiques publiques. Par contre, les pays avec des indicateurs de développement humain et des droits politiques élevés n'ont pas ce déficit démocratique au niveau des femmes.

Si les Togolais préfèrent un système de gouvernance démocratique, leur degré de satisfaction du fonctionnement de leur démocratie laisse à désirer. Les femmes (67%) sont encore plus enclines que les hommes (61%) à se déclarer « pas très satisfaits » ou « pas du tout satisfait » du fonctionnement de la démocratie dans leur pays (Figure 24).

**Figure 21 : Préférence pour la démocratie | par sexe | Togo | 2022**



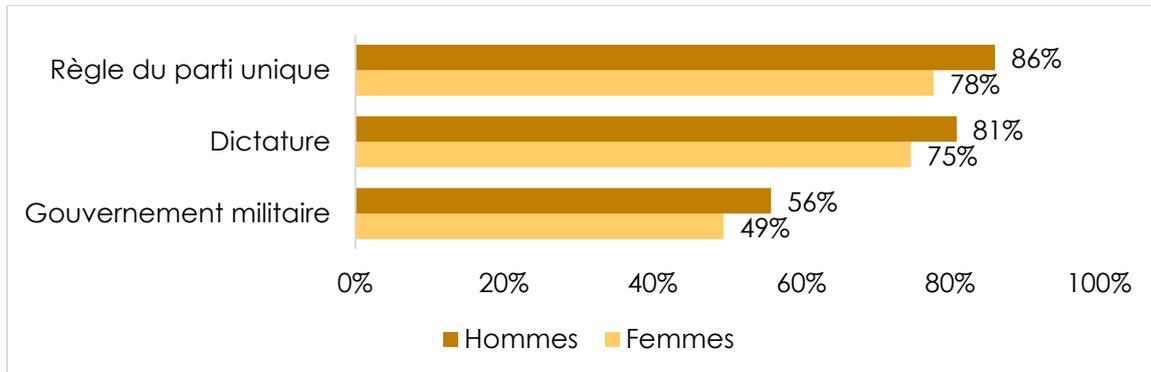
**Question posée aux répondants :** Laquelle de ces trois affirmations est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : La démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement.

Affirmation 2 : Dans certaines circonstances, un gouvernement non démocratique peut être préférable.

Affirmation 3 : Pour quelqu'un comme moi, peu importe le type de gouvernement que nous avons.

**Figure 22 : Femmes moins hostiles à un régime autocratique | par sexe | Togo | 2022**



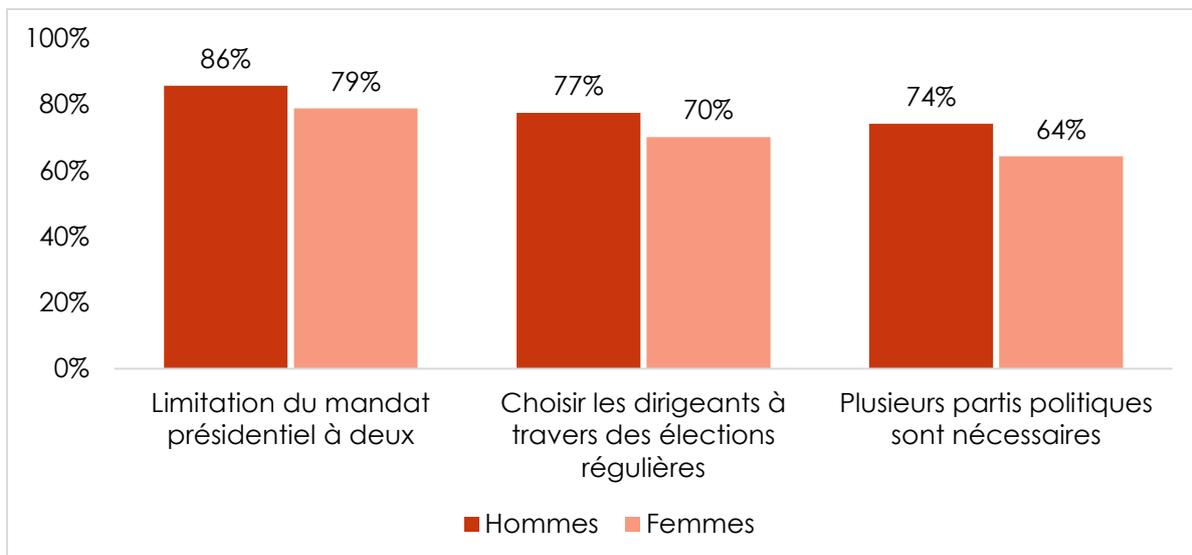
**Questions posées aux répondants :** Il y a plusieurs façons de diriger un pays. Seriez-vous en désaccord ou d'accord avec les alternatives suivantes :

Un seul parti politique est autorisé à se présenter aux élections et à gouverner ?

L'armée intervient pour diriger le pays ?

Les élections et l'Assemblée Nationale sont abolies de sorte que le président puisse tout décider ?  
 (% qui sont « en désaccord » ou « tout à fait en désaccord » avec chaque affirmation)

**Figure 23 : Soutien à quelques principes démocratiques | par sexe | Togo | 2022**



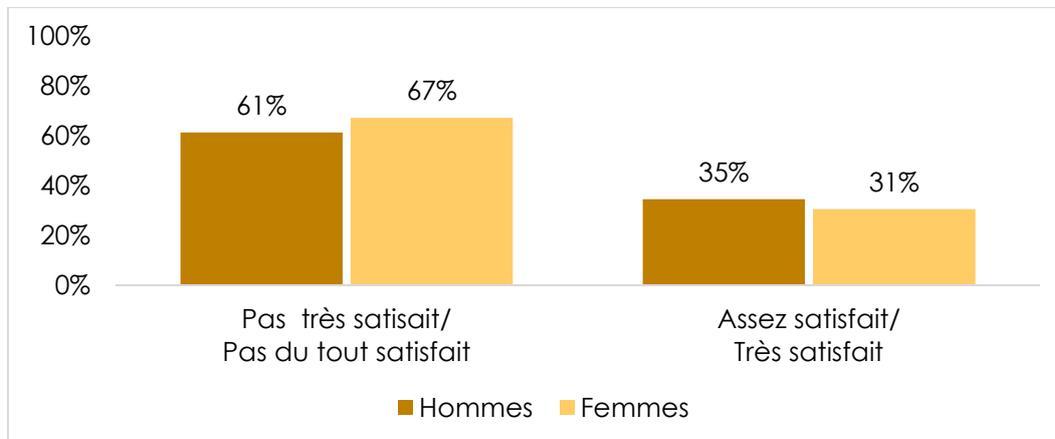
**Questions posées aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Nous devrions choisir nos dirigeants dans ce pays à travers des élections régulières, libres, et transparentes. Affirmation 2 : Puisque les élections produisent parfois de mauvais résultats, nous devrions adopter d'autres méthodes de choix des dirigeants de ce pays. (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'Affirmation 1)

Affirmation 1 : Les partis politiques créent la division et la confusion ; il n'est donc pas nécessaire d'en avoir plusieurs au Togo. Affirmation 2 : Plusieurs partis politiques sont nécessaires pour garantir que les Togolais aient réellement le choix de ceux qui vont les gouverner. (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'Affirmation 2)

Affirmation 1 : La Constitution devrait limiter l'exercice de la fonction présidentielle à un maximum de deux mandats. Affirmation 2 : Il ne devrait pas y avoir de limite constitutionnelle au nombre de mandats présidentiels. (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'Affirmation 1)

**Figure 24 : Satisfaction de la démocratie** | par sexe | Togo | 2022



**Question posée aux répondants :** Dans l'ensemble, quel est votre degré de satisfaction de la manière dont la démocratie fonctionne au Togo ?

## Conclusion

Les différents gaps entre les sexes révélés par ce travail vont de l'accès à l'information aux aspirations démocratiques.

L'accès à l'information fait partie des droits de l'homme, et le manque d'accès limite aussi bien les opportunités de la femme que sa participation éclairée à la vie de la cité. Parmi les obstacles à l'accès à l'information chez la femme figure l'accès aux technologies de l'information et de la communication.

De nos jours les technologies et le développement sont indissociables à tel point que toute idée de développement qui ignore la science et la technologie est un projet mort-né (Bamiro, 2006). En plus, le secteur est en pleine croissance, et le Togo, l'ayant compris, a initié beaucoup de projets relatifs au numérique et à la digitalisation (Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale, 2021). Si on souhaite que ces initiatives connaissent du succès, il est urgent de redoubler les efforts dans la lutte pour l'accès des femmes au numérique.

Le renforcement de l'accès de la femme aux technologies numériques contribuera également à booster leur inclusion financière, un plan sur lequel elles accusent aussi un peu de retard. La bancarisation au Togo est certes parmi les meilleures de la sous-région économique, mais il reste encore du travail à faire non seulement pour hausser le niveau de bancarisation mais aussi pour le rendre plus inclusif.

L'autre volet concerné par les gaps liés au sexe est la participation des femmes aux affaires publiques. Définie comme un processus qui permet aux individus et aux groupes de prendre part aux prises de décision les concernant, il est un levier d'action indispensable pour répondre aux défis auxquels fait face la société (Bousquet, 2013). L'absence des femmes au sein de ces instances de décision et au sein des partis politiques, c'est-à-dire, là où elles peuvent rendre plus inclusives les politiques publiques, reste un frein à leur inclusion dans l'agenda public (Musau, 2019). Mais pour amener plus de femmes à s'engager dans la vie politique – et à participer à la consolidation de notre démocratie – il va falloir travailler sur les obstacles qui les y empêchent, à savoir les lacunes en matière de capacité et de liberté liées à l'accès à l'information, aux contacts et aux ressources nécessaires pour devenir des leaders efficaces.

## Références

- Akinocho, H. (2019). L'égalité genre au Togo : Progrès et points sombres. Document de Politique No. 53 d'Afrobarometer.
- Akinocho, H., & Blimpo, M. (2014). Les grands écarts d'opinion liées au genre au Togo. Document d'Information No. 143 d'Afrobarometer.
- Article 19. (2020). Lutter contre les inégalités entre les sexes via l'accès à l'information.
- Aterido, R., Beck, T., & Lacovone, L. (2013). Access to finance in sub-Saharan Africa: Is there a gender gap? *World Development*, 47, 102-120.
- Bamiro, O. (2006). La technologie au service du développement. Document présenté à la conférence internationale CREA sur l'accélération du développement en Afrique pendant les cinq premières années du 21ème siècle. Tunis, Tunisie.
- Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest. (2020). Rapport annuel sur la situation de l'inclusion financière dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine de l'année 2019.
- Banque Mondiale. (2021). Women, business and the law 2021.
- Bigot, R., & Piau, C. (2004). Les opinions des femmes et des hommes sont-elles semblables ou différentes. *Cahier de Recherche*, 195. Centre de Recherche pour l' Etude et l'Observation des Conditions de Vie.
- Bousquet, F. (2013). La généralisation des processus de participation citoyenne au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Banque Mondiale Blogs. 7 octobre.
- Brooks, E. (2022). Liberté d'information : Principales fonctions, importance, lois sur l'accès aux informations. Liberties. 29 juillet.
- Center for American Women and Politics. (2021). Gender gap public opinion. Eagleton Institute of Politics, Rutgers University.
- Centre de Recherche d'Information et de Formation pour la Femme. (2017). Femmes togolaises : Aujourd'hui et demain. Livre blanc, 2<sup>ème</sup> édition.
- Gallant, N., Latzo-Toth, G., & Pastinelli, M. (2017). Usage des médias sociaux et pratiques informationnelles des jeunes Québécois : Le cas de Facebook pendant la grève étudiante de 2012. *Recherches Sociographiques*, 58(1), 43-64
- García-González, J., Forcén, P., & Jimenez-Sanchez, M. (2019). Men and women differ in their perception of gender bias in research institutions. *PLoS ONE* 14(12), e0225763.
- García-Peñalosa, C., & Konte, M. (2013). Why are women less democratic than men? Evidence from sub-Saharan African countries. CESifo Working Paper No. 4524.
- Guèye, B. (2009). La démocratie en Afrique : Succès et résistances. *Pouvoirs*, 2(129), 5-26.
- Iwata, T. (2000). La conférence nationale souveraine et la démocratisation au Togo du point de vue de la société civile. *Africa Development*, 25(3/4), 135-160.
- McCarthy, N. (2022). Where women are most likely to be your boss. Statista. 8 mars.
- Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale. (2021). Les projets.
- Musau, Z. (2019). Les femmes en politique : Un long chemin avant d'atteindre la parité. Afrique Renouveau. 8 avril.
- Ninot, O., & Peyroux, E. (2019). La révolution numérique en Afrique. Vie Publique. 1 juillet.
- USAID. (2008). Citizen engagement and participatory governance: Challenges and opportunities to improve public services at the local level.

Williamson, A., Sithole, P., & Todes, A. (2007). Décentralisation et participation des femmes aux plans de développement intégré (PDI) en Afrique du Sud. *Afrique Contemporaine*, 221, 107-130.

**Hervé Akinocho** est directeur du Center for Research and Opinion Polls (CROP), le partenaire national d'Afrobarometer au Togo. Email : herve.akinocho@gmail.com.

**Komi Amewunou** est rédacteur en chef adjoint pour Afrobarometer. Email : akomi@afrobarometer.org.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherche. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) (University of Nairobi au Kenya). Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, d'Open Society Foundations - Africa, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Union Européenne, du National Endowment for Democracy, de la Fondation Mastercard, de l'Agence de Coopération Internationale du Japon (JICA), de l'University of California San Diego, du Centre Mondial du Pluralisme, de la Banque Mondiale, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et de GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)) ou contacter Felix Biga ([felixbiga@afrobarometer.org](mailto:felixbiga@afrobarometer.org)) ou Runyararo Munetsi ([runyararo@afrobarometer.org](mailto:runyararo@afrobarometer.org)) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 656 d'Afrobarometer | 22 juin 2023